

Frontières

Par IGNACIO RAMONET

L'EFFONDREMENT du régime dictatorial de M. Haïlé-Mariam Mengistu va-t-il favoriser l'éclatement de l'Éthiopie, le millénaire empire du « Prêtre Jean » ? L'assassinat de Rajiv Gandhi accentue-t-il les risques de démembrement de l'Union indienne ? Aux mille plaies qui accablent le Sud (lire ci-contre l'article de Claude Julien) faut-il désormais ajouter celle, redoutable, de la dislocation, de la fracture des États ?

L'ordre du monde, en cette palpitante ère de transition, poursuit sa grande mutation sans que le citoyen perçoive clairement quelle neuve architecture, quel équilibre définitif il finira par adopter. Au cœur de la nouvelle donne, la crise de l'État-nation favorise l'écllosion de phénomènes contradictoires – de fusion et de fission – qui bousculent les frontières politiques nationales, régionales, voire continentales.

Le principal d'entre eux concerne les États européens engagés dans un mouvement de fusion au sein de la Communauté économique européenne. Cette marche vers la construction volontaire d'une entité politique à vocation supranationale, dont les contours demeurent flous, apparaît comme parfaitement insolite après des siècles d'exaltation nationaliste et d'intolérance chauvine. C'est sans doute ce caractère insolite, et la crainte de voir apparaître une « forteresse Europe » qui stimulent à travers le monde la recherche d'autres regroupements régionaux (par exemple : l'Union du Maghreb arabe, la Zone de libre-échange d'Amérique du Nord ou le Marché du cône sud) dans lesquels, au nom d'impératifs économiques, des États tentent de mettre en sourdine leurs rivalités nationales. Cette fusion est un flux lent, complexe et qui suppose, de la part de tous les acteurs, un doigté, une prudence politiques extrêmes.

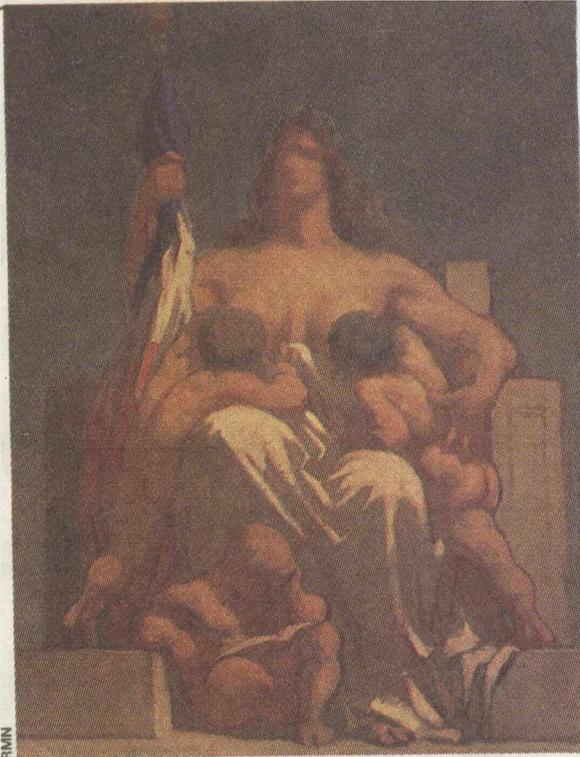
L'autre mouvement – la fracture, la fission – survient chaque fois qu'un État multinational, constitué au cours des âges par le feu et par le sang, se trouve soudain affaibli. Alors, dans cet empire blessé, les forces centrifuges se manifestent, et, sous couvert de revendications ethniques et culturelles trop longtemps négligées, elles promettent le démembrement. Deux pays, au moins, en Europe, semblent craindre

un tel sort : l'Union soviétique et la Yougoslavie.

Mais ce sont surtout les pays du Sud qui paraissent aujourd'hui menacés de partition. Sri-Lanka, Cameroun, Soudan, Sénégal... la liste est longue des États qui, à l'instar de la Somalie, où une « République de Somaliland » a été créée dans le nord le 24 mai dernier, craignent la dislocation. Ce phénomène n'est pas nouveau dans l'histoire, et l'Amérique latine l'a connu tout au long du dix-neuvième siècle (1) quand, encouragé par les grandes puissances, il a hanté des générations de dirigeants, en particulier ceux des grands États (Brésil, Argentine, Mexique), qui finirent par adopter des Constitutions fédérales.

La menace semble particulièrement grave en Afrique, où le dogme établi en 1963 par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) de l'« intangibilité des frontières héritées de la colonisation » peut voler en éclats, et où l'existence, à l'intérieur de chaque État, de multiples minorités accentue le péril d'une babélisation politique généralisée.

UN vent de liberté souffle sur l'Afrique qui met à mal les autocraties. Mais le multipartisme s'affirme dans un contexte d'excessive détresse économique, alors que le niveau de vie moyen a régressé de dix et parfois de vingt ans, et que la situation alimentaire et sanitaire demeure effroyable. Le naufrage du continent noir – où « socialisme scientifique » d'État et libéralisme sauvage ont échoué conjointement – se produit de surcroît à l'heure où, partout, renaissent les nationalismes, les fondamentalismes et autres particularismes identitaires. Aussi, la démocratisation, sur le modèle occidental, favorise-t-elle une structuration politique à base ethnique qui encourage les séparatismes. Ceux-ci, s'ils ruinent un jacobinisme maladroitement



HONORÉ DAUMIER. — « La République »

copié du Nord, constituent rarement des réponses à l'ouragan de calamités qui accablent les citoyens. Au contraire, ils y ajoutent bien souvent (comme au Libéria et en Somalie) la guerre civile et sa cohorte de tragédies.

Intangibles hier dans le contexte néocolonial, les frontières des États africains seront-elles modifiées à l'heure du multipartisme ? Nul n'y a intérêt, et le risque demeure grand de voir se généraliser les désordres après la première grave rectification de leur tracé. Faut-il pour autant négliger, voire étouffer, les revendications des nombreuses minorités qui s'estiment opprimées ? La démocratisation naissante devrait favoriser en Afrique une réflexion, à laquelle l'ensemble des citoyens seraient associés, sur la restructuration de l'État.

L'univers politique ne peut vivre par l'unique vertu de la rationalité, et les mythes fondateurs, identitaires, restent indispensables. Quand la République se fonde sur la laïcité et les droits de l'homme, et s'appuie sur une conception de la nation définie comme le rassemblement des citoyens (et non comme celui des communautés), le dialogue est plus fécond. La diversité, alors, ne nuit aucunement à l'unité. Les frontières ne séparent plus. Elles rassemblent.

(1) La République d'Amérique centrale, par exemple, s'est fracturée en cinq États : Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua et Costa-Rica. La République de Colombie en quatre : Venezuela, Colombie, Equateur, puis Panama (qui fit sécession en 1903).